

Parti. Et alors, lorsqu'on nous présente comme des éléments de désagrégation, animés d'un esprit de critique systématique, je dis que c'est déformer la vérité, et ces paroles me révoltent parce que j'ai le sentiment qu'elles ne répondent pas à la réalité.

Je pense aussi que cette circulaire est regrettable, du fait qu'elle a été envoyée à la veille de notre Conseil national. Cette mise en accusation de la Gauche révolutionnaire devant toutes les sections du Parti, à quelques semaines du Conseil national, sans que rien précédemment ne l'ait fait prévoir, m'apparaît comme quelque chose de regrettable, car c'est créer une ambiance de proscription, c'est créer une atmosphère de scission, une atmosphère de défiance dans le Parti, et le résultat a été que des sections et des fédérations ont voté des motions s'inspirant de celle de la Gauche révolutionnaire, la reprenant même parfois dans ses termes, mais ont voté néanmoins contre la Gauche révolutionnaire.

Nous avons vu des sections se prononcer à l'unanimité contre la Gauche révolutionnaire et réclamer en même temps le service d'un an. Il y a là le résultat flagrant et ridicule d'une campagne menée contre nous, par cette circulaire.

Il n'est pas, camarades, jusqu'à la hâte avec laquelle elle a été envoyée qui ne nous apparaisse éminemment regrettable. Le soir où la C.A.P. se réunissait (le 20), au lieu de lui soumettre ce texte qui appelait des réserves dans sa forme, même de camarades qui ne sont pas de la Gauche révolutionnaire (il était notamment des épithètes que nombre de camarades désavouaient et ont même regretté à la séance de la C.A.P.), au lieu de soumettre cette circulaire à la C.A.P. elle était, nous dit-on, déjà partie. Elle était si bien partie que certaines lettres que j'ai eues entre les mains portaient non pas le timbre du 20, mais le timbre du 22. La hâte avec laquelle on a expédié cette circulaire témoigne de la regrettable volonté de mettre en accusation devant les sections du Parti toute une tendance de notre mouvement socialiste.

Enfin, camarades, il y a un autre problème qui dépasse celui-là. Pour nous, il est important évidemment que nous ayons été mis en accusation, mais le problème dépasse de beaucoup cette question. Le problème qui se pose, c'est le problème de la démocratie à l'intérieur du Parti. Voyez, je n'insiste même pas sur le fait que l'on nous a refusé les moyens de présenter notre défense devant les sections, dans la forme même où l'accusation avait été portée.

Nous demandions que le secrétariat, de même qu'il avait envoyé une circulaire, la circulaire 273, aux différentes sections, permit à la Gauche révolutionnaire d'envoyer par le même moyen une défense devant les sections. C'est un droit élémentaire que l'on reconnaît à tout le monde, que l'on reconnaît aux adversaires, que dans l'enceinte des tribunaux on reconnaît même aux gens les plus tarés. Et cela, on nous l'a refusé, et j'estime que c'est profondément regrettable.

POUR UNE ELEMENTAIRE DEMOCRATIE

Enfin, le problème tout entier se pose de la démocratie dans le Parti. Nous ne nous faisons pas beaucoup d'illusions sur la démocratie qui y règne. C'est une démocratie purement formelle. En réalité, aucun des grands problèmes de la vie politique n'est examiné par le Parti. Il s'est présenté au Congrès de Huyghens, à la veille de prendre le gouvernement, sans avoir discuté des grands problèmes qui se présentaient, ni au point de vue financier, ni au point de vue extérieur. En vérité, nous avons un système de démocratie formelle, mais en réalité c'est une dictature intellectuelle, parfois heureuse, parfois moins heureuse, des leaders du Parti.

A la C.A.P., même, lorsqu'on veut discuter des problèmes militaires, après une intervention, un camarade se lève et dit : « Je demande l'ordre du jour pur et simple. » Camarades, il y a dans cette façon de procéder quelque chose qui est injurieux à l'égard d'une minorité. Le moins qu'on puisse faire, c'est de lui accorder une confrontation des opinions et non pas simplement de lui dire : « Vous voulez parler ? Parlez; bon, maintenant que vous nous avez assez rasés, nous passons à l'ordre du jour ! » C'est là procédé inadmissible. Et je pense que le Parti n'a rien à gagner à perpétuer ces errements. Je pense qu'il est très regrettable qu'il ne s'attache pas à examiner les grands problèmes, qu'on le mette en face du fait accompli et que chaque fois qu'il veut discuter on mette en avant la sympathie que l'on éprouve pour Léon Blum. C'est à tort, à mon sens, que l'on porte sur le plan sentimental, un problème purement politique. Et je crois qu'il est dangereux également de toujours monter en épingle (quels que soient les sentiments que nous partageons tous à l'égard de notre camarade Blum), cette espèce de direction totale du Parti par lui. Et lorsque je le vois appelé dans le *Populaire* « chef vénéré », le souvenir de certains faits et de certains pays m'incite à penser que ce n'est pas bon signe pour les oppositions lorsqu'on emploie pareil vocabulaire.

Pour formelle qu'elle soit, nous voulons que cette démocratie continue à régner dans le Parti. Elle n'est pas tellement développée déjà que vous puissiez y porter la main. Elle représente un minimum insuffisant, mais ce minimum, à mon sens, ne doit plus être amenuisé. Et je vous demande de réfléchir, si véritablement déjà nous n'avons pas le droit de discuter avant, croyez-vous que nous n'aurons plus le droit de critiquer après ? La louange, camarades, on l'a dit il y a longtemps, a peu de valeur au pays où la critique est interdite. Et je voudrais simplement vous soumettre ces quelques lignes, de camarades socialistes d'un pays voisin, la Belgique, où se poursuit une expérience qui n'est pas sans présenter quelque rapport avec la nôtre et où un socialiste que l'on ne classera pas dans la Gauche révolutionnaire, le citoyen De Man, écrit ceci :